

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Une seule réponse à la barbarie guerrière du capitalisme : la lutte de classe !

L'intervention militaire des coalisés de l'OTAN en République de Yougoslavie, que l'on nous présente encore aujourd'hui comme une croisade humanitaire, ne se distingue en rien sur le fond des boucheries impérialistes qui ont ensanglanté la planète depuis le début de ce siècle. Aux premières frappes aériennes des alliés ont succédé ce à quoi ils s'attendaient et qu'ils cherchaient à provoquer, la persécution par le régime serbe des populations kosovares et leur exode forcé. En effet, les horreurs de ce dernier, sur-médiatisées, allaient constituer l'argument massue dans la propagande de la bourgeoisie occidentale pour justifier ses menées guerrières à un moment où elle avait quelques difficultés à les faire accepter dans la population. L'inculpation de Milosevic par le TPI pour crimes contre l'humanité vient à point nommé donner un souffle supplémen-

taire à la campagne idéologique de la bourgeoisie alors que s'éternisent les bombardements de l'OTAN sans qu'une issue au conflit ne se profile encore. Que Milosevic soit effectivement responsable de ce dont il est accusé ne fait pas l'ombre d'un doute. Ce qui relève par contre de la pure magouille c'est qu'il soit inculpé justement maintenant alors que beaucoup de ses crimes sont connus de longue date, ou encore que d'autres chefs d'Etat ou hommes politiques qui sont eux aussi des criminels notoires contre l'humanité (le croate Tudjman, par exemple) ne sont pas inquiétés. Par ailleurs, la question du retour au foyer des populations exilées fait partie de la préparation idéologique à une future intervention terrestre souhaitée par certains protagonistes. L'aide humanitaire dépêchée sur place, dont l'essentiel des moyens est en fait constitué par des troupes (!), n'a guère

soulagé le calvaire des réfugiés toujours plus nombreux, parqués dans des conditions chaque jour plus catastrophiques. Mais la bourgeoisie n'en a que faire, comme elle n'a que faire de la terreur et des massacres à répétition de civils, appelés pudiquement "effet collatéraux", qui résultent de l'intensification des bombardements au Kosovo et en Serbie. Quant aux soldats serbes, souvent enrôlés de force par Milosevic, tirés comme des lapins par l'aviation alliée, ils font partie, pour les deux camps, des conséquences normales de la guerre.

Ce que révèle une fois de plus cet énième conflit guerrier, c'est que la paix est impossible dans le capitalisme. Le système bourgeois porte en lui la guerre, et plus il s'enfonce dans sa propre décadence, plus il va continuer à déchaîner sa barbarie.

La guerre est pour la classe ouvrière une épreuve de vérité. Soit elle cède aux sirènes nationalistes de la bourgeoisie et elle est sacrifiée pour la défense d'intérêts qui ne sont pas les siens, soit au contraire elle s'affirme sur le seul terrain qui est le sien, celui de l'internationalisme prolétarien et de la lutte de classes. C'est le seul moyen de faire obstacle à la logique guerrière du capitalisme, comme l'avait démontré la vague révolutionnaire mondiale de 1917-23 en contraignant la bourgeoisie à mettre un terme à la Première Guerre mondiale.

Les manifestations récentes en Serbie contre la guerre suite au rapatriement des cercueils de soldats, et la solidarité qu'elles ont suscitée dans la troupe, plus de mille soldats serbes désertant avec leurs armes pour s'opposer à la répression dont ont été victimes les manifestants (*Le Monde* du 19 mai), ne peuvent qu'être chaleureusement salués par les internationalistes et constituent un exemple à suivre pour tous ceux qui sont enrôlés sous un uniforme ou un autre dans le conflit yougoslave. Mais, pour valeureuses et exemplaires que soient ces actions, il ne faut néanmoins pas s'illusionner sur la capacité, dans la situation actuelle, du prolétariat en Yougoslavie de mettre un terme au conflit. Si ce dernier a été possible, c'est justement parce que la classe ouvrière ne représentait pas, sur place, un obstacle à son déclenchement, isolée qu'elle était des concentrations ouvrières d'Europe, trop faible pour résister par elle-même à la terreur de l'Etat et des cliques nationalistes.

Toute différente est la situation du prolétariat du cœur du capitalisme, celui des grands pays industrialisés. Bien que n'étant pas en mesure d'empêcher le déclenchement de guerres locales, il détient entre ses mains des responsabilités énormes quant au futur de l'humanité.

De par les luttes de résistance qu'il a opposées depuis la fin des années

soixante aux attaques de la bourgeoisie et parce qu'il n'a pas adhéré aux idéaux et à la logique capitaliste, il a, pendant toute la période où le monde était divisé en deux blocs impérialistes rivaux, constitué un obstacle à la solution capitaliste à la crise : une Troisième Guerre mondiale.

Aujourd'hui de nouveau, ces fractions du prolétariat mondial, face à l'enfoncement dans la misère et aux attaques de la bourgeoisie, recommencent à développer des luttes. Bien que l'action des médias parvienne encore à dissimuler à la classe ouvrière dans son ensemble la dynamique dans laquelle elle est engagée, l'aggravation inévitable de la crise économique ne pourra que stimuler le développement de combats prolétariens plus amples, plus unis, plus déterminés. A travers ceux-ci, la classe ouvrière de ces pays va devoir prendre conscience de la gravité des enjeux de la situation mondiale, faire le lien entre la crise économique et la guerre, et engager sa lutte révolutionnaire pour le renversement de l'ordre capitaliste.

Dès aujourd'hui, elle doit, en toute circonstance, rejeter et dénoncer la propagande belliciste des gouvernements et celle, plus hypocrite, de la "gauche de la gauche" qui, sous couvert de s'opposer à la guerre ou en "prenant partie pour le plus faible", ne fait en réalité que pousser les ouvriers à soutenir une fraction ou une autre de la bourgeoisie. Elle doit y opposer l'internationalisme prolétarien pour qui toutes les fractions de la bourgeoisie sont également à combattre. Elle doit trouver dans cette guerre, non pas un motif à résignation, mais bien au contraire une raison supplémentaire de développer la lutte de classe contre sa propre bourgeoisie nationale, contre cette bourgeoisie des "droits de l'homme" qui l'exploite et la réduit à la misère. Car c'est le même système en faillite qui jette massivement les ouvriers au chômage ici et qui les envoie à la boucherie là-bas.

B (28 mai)

GRÈVE A LA SNCF

Contre le sabotage syndical, prenons nos luttes en mains !

La montée de la combativité ouvrière a encore connu une pleine confirmation ces dernières semaines. Un peu partout, des grèves éclatent contre les attaques violentes qui s'abattent sur la classe ouvrière et ceci, pratiquement dans tous les secteurs : privé comme public, industries comme services. Pour n'évoquer que celles qui ont eu droit à quelques informations dans la presse quotidienne : grève à Alcatel contre la suppression de 12 000 emplois ; grève sur le site de Pau d'Elf contre le plan de 1250 suppressions de postes, grèves de l'aéroport de Nice contre la précarisation des emplois ; série de grèves contre la mise en place des 35 heures : à Elf Atochem, à Cegetel, mais aussi dans des entreprises de nettoyage, dans les gares routières et compagnies de bus, dans l'agro-alimentaire et la distribution. Débrayages à Peugeot contre les nouveaux horaires qui préparent la mise en place des 35 heures. De ces dernières luttes, les quotidiens et la télévision ne parlent pas. Pas plus que des nombreuses grèves qui éclatent quotidiennement dans les hôpitaux, les postes et centres de tri postaux contre les suppressions de postes et l'aggravation des conditions de travail.

En évitant d'évoquer cette multitude de grèves éparpillées, les médias orga-

nisent, de fait, un véritable black-out sur le caractère général du mécontentement dans l'ensemble de la classe ouvrière. Et lorsqu'ils sont contraints d'en parler, comme pour la grève qui a éclaté à la SNCF fin avril, ils font évidemment tout pour les présenter comme des phénomènes isolés, comme des mouvements "catégoriels" motivés par des intérêts "égoïstes" antagoniques à ceux des autres prolétaires et pour tenter de dresser l'opinion publique contre elles, en montant en épingle le "mécontentement des usagers".

Des revendications qui sont celles de toute la classe ouvrière

Non seulement la grève à la SNCF n'était pas un cas isolé, mais, loin de concerner des intérêts spécifiques "catégoriels", comme on a voulu nous le faire croire, elle a exprimé la même mobilisation contre la mise en application de la loi Aubry sur les 35 heures qui surgit un peu partout. Mobilisations qui montrent que la classe ouvrière a aujourd'hui compris que les 35 heures ne sont pas un "cadeau social" de la "gauche plurielle", mais une violente attaque contre les salaires et les conditions de travail.

La répugnante propagande de la bourgeoisie a présenté les cheminots comme des "nantis" qui "travaillent trois heures par jour" (!) et qui "refusent de faire 16 minutes de plus". Ils ont renoué, pour cela, avec les grossiers mensonges de la récente campagne contre les "privilèges" des fonctionnaires à qui on ne pourrait pas appliquer les 35 heures parce qu'ils travailleraient d'ores et déjà 30 ou 32 heures par semaine !

La vérité est bien plus crue. Le contenu de l'accord entre la direction de la SNCF et les syndicats CGT et CFDT est effectivement une violente attaque contre les cheminots :

- le calcul du temps de travail journalier moyen passe en effet de 7h30 à 7h46 sur 6 mois, mais sur 3 semaines, la journée moyenne pourra atteindre 8h15 quotidiennes au lieu de 7h46 auparavant ! C'est la classique arnaque de l'annualisation qui se met en place partout.

- les jours de repos supplémentaires cédés en "compensation" se traduisent en fait par la perte des primes. Quand on sait que celles-ci pouvaient atteindre 40% du salaire net, on voit ce que cela représente !

- quant au prétendu grand progrès de la "création massive d'emplois", il est

(SUITE PAGE 3)

Dans ce numéro

Guerre en Yougoslavie :

Tous les impérialismes sont des criminels de guerre p. 5
Du bon usage des dictateurs p. 5
Appel du CCI aux groupes de la Gauche communiste p. 8
Réunions publiques du CCI sur la guerre p. 6

France :

Fête de "Lutte Ouvrière" : le trotskisme encore et toujours contre la classe ouvrière p. 2
Corse : le vrai visage de l'Etat bourgeois p. 2
Retraites : encore une offensive anti-ouvrière orchestrée par la gauche p. 2
SNCF : Tirons les leçons (tract d'un comité de luttes) p. 3

Elections européennes : les ouvriers n'ont rien à attendre du cirque électoral p. 4

Attentats en Grande-Bretagne, Italie : L'Etat renforce son arsenal répressif p. 4

FETE DE "LUTTE OUVRIERE"

Le trotskisme encore et toujours contre la classe ouvrière

La fête annuelle de "Lutte Ouvrière" avait une grande vedette, la campagne électorale commune LO-LCR et aussi une grande "absente", la barbarie guerrière qui ravage les Balkans à moins de 2000 kilomètres de Paris.

Une "garden party" électorale

LO n'avait qu'UNE chose à dire, qu'UN mot d'ordre à adresser aux prolétaires qui, venus là, cherchaient une orientation de classe face à la violence des attaques qui s'abattent sur la classe ouvrière : "Votez". La politique de LO, qui consiste, à chaque fois que l'occasion s'en présente (et ces dernières années, elles n'ont pas manqué), à rabattre les ouvriers sur le terrain illusoire des urnes, prend aujourd'hui une dimension et une ampleur d'autant plus grande, que, ce coup-ci, l'organisation d'Arlette Laguiller a décidé de faire alliance avec celle d'Alain Krivine et que l'acoquinage des deux chapelles trotskistes promet de "faire un tabac" le 13 juin. Qu'il s'agisse donc de la mise en place des 35 heures et de la violente offensive antiouvrière du gouvernement de la gauche plurielle qu'elle représente, qu'il s'agisse du constat du rôle de saboteurs des syndicats dans les luttes récentes, ou qu'il s'agisse même de la guerre en Yougoslavie, LO et sa complice de la LCR, ont donc ramené invariablement les préoccupations vers l'impasse électorale, en répétant à tout bout de champ "c'est dur, oui, mais il y a un espoir : les élections du 13 juin" ! A l'heure où les illusions sur l'alternance démocratique ont fait long feu, à l'heure où la gravité de la crise économique et le déchaînement de la barbarie guerrière signent ouvertement la faillite du capitalisme et la nécessité d'en finir avec ce système, LO n'a de cesse d'entretenir les prolétaires dans les illusions réformistes, de tenter de les convaincre qu'"une autre politique est possible" pour peu que l'Etat veuille bien prendre les "mesures d'urgence" contenues dans le programme électoral commun Laguiller-Krivine.

A l'heure où, un peu partout, la classe ouvrière renoue avec le seul terrain où elle puisse défendre ses intérêts contre la bourgeoisie, celui de la lutte, LO n'a de cesse de répéter - et on l'a entendu sur tous les tons dans les divers forums de la fête- que "la classe ouvrière est faible" et que "il n'y a pas de luttes" (sic !). Et d'expliquer que dans une telle situation, le "programme de mesures radicales" de la liste Laguiller-Krivine est le moyen pour les ouvriers de "retrouver confiance en eux" ! Décidément, la classe dominante peut compter sur LO pour détourner les ouvriers de leur terrain de classe et pour les ramener sur celui, justement, où ils ne peuvent être que faibles et désarmés, parce que coupés de leur classe et réduits au rang de "citoyens" atomisés : celui du piège électoral.

Face à la guerre aussi, le trotskisme montre sa nature bourgeoise

S'il est en ce moment une question qui est au centre des préoccupations de la classe ouvrière et qui est un ferment très important pour sa prise de conscience, c'est bien celle de la guerre. La boucherie qui ravage aujourd'hui les Balkans est une manifestation ouverte de la logique barbare du capitalisme dont la guerre est devenu un mode de vie permanent tout au long de ce siècle.

Cet événement place la classe ouvrière de tous les pays devant le besoin de se réapproprier les acquis du mouvement ouvrier face à la guerre impérialiste, notamment l'affirmation de sa position internationaliste et le refus de tout sou-

tien à quelque camp en présence que ce soit. Autant de choses qui, visiblement, dérangent LO qui n'avait pas prévu un tel événement dans ses calculs électoraux. C'est tellement vrai que les organisateurs de la fête se sont arrangés

pour que l'unique forum appelé par LO sur la question n'ait lieu que le lundi à 5 heures du soir, à l'heure où quasiment tout le monde est déjà parti !

(SUITE PAGE 4)

Du "nouveau" sur l'interdiction de séjour du CCI à la fête de LO

Chaque année, à l'occasion de la fête de la Pentecôte organisée annuellement par Lutte Ouvrière, le CCI formule une demande afin de pouvoir y avoir un stand où présenter ses publications à la vente, y tenir des forums pour exposer ses positions sur les sujets qui concernent le combat de la classe ouvrière. Depuis 1992, la réponse est systématiquement négative. Nous avons été en effet "interdits" de stand et de forum, pour "attitude incorrecte et injurieuse". En renouvelant de la sorte notre demande, nous ne cherchons pas à susciter une attitude plus clémente de LO à notre égard, mais nous tenons à réaffirmer notre volonté de défendre le point de vue des révolutionnaires dans un lieu que les organisateurs de cette "fête" prétendent ouvert à la discussion, de la même manière qu'ont la possibilité de le faire les autres groupes du milieu politique prolétarien qui n'ont pas été frappés d'une telle interdiction.

La supposée "incorection" de notre part invoquée pour justifier la mesure d'exclusion à notre rencontre consistait simplement dans le fait que nous avions mis en évidence en quoi LO était au service de la bourgeoisie et qu'elle en avait les moeurs et les pratiques (voir notre article dans RI n°214 de juillet-août 1992, "Encore une fois LO dévoile son vrai visage de défenseur du capitalisme"). Ce qui avait provoqué en particulier la colère de LO, c'est que nous avions montré dans un forum les cou-

vertures du n°298 du 14 mai 1974 et du n°675 du 9 mai 1981 de son journal (1) appelant à voter Mitterrand aux élections présidentielles de 1974 et 1981, alors justement qu'elle s'efforçait de cacher cette partie de son histoire encore aujourd'hui inconnue de nombre de ses militants. A tel point que lors de la dernière fête, une militante de LO à qui nous présentions la preuve du double langage de LO, ne pouvant en croire ses yeux, en a conclu qu'il s'agissait d'un faux réalisé par nous !

Nous publions ici un extrait de la réponse que nous a faite LO, parce qu'elle a enfin le mérite d'être plus claire que celle invoquée jusqu'alors sur des "injures" supposées de notre part. Pour LO, nous avons donc été interdits de fête cette année, "Compte tenu de votre attitude à notre égard, nous considérant comme les "fidèles chiens de garde trotskistes" de la bourgeoisie comme vous l'écrivez dans votre journal, parlant également de la "nature bourgeoise de LO/LCR" et des trotskistes qui veulent "se faire passer pour des partis ouvriers afin de mieux saboter le développement de la lutte et de la conscience de classe" (RI de mai 1999)".

Ainsi, LO reconnaît que c'est la caractérisation que nous faisons d'elle et de sa nature profondément bourgeoise, et que, comble de l'inacceptable, nous sommes à même de démontrer en permanence, qui la dérange par-dessus tout.

C'est cette nature qui apparaît d'ailleurs dans toute sa nudité lorsqu'on sait que LO ne connaît pas tous les états d'âme qui lui font rejeter le CCI lorsqu'il s'agit d'inviter et de donner pignon sur rue dans sa fête à des groupes stalinien, dont des groupes maoïstes comme le Sentier Luminieux, ou des pontes du PCF, qui tous se réclament et se revendiquent sans s'en cacher ni le renier de l'assassinat de Trotski. Cela ne gêne aucunement LO. Et cela ne nous étonne pas, car LO ne se sert du nom de ce grand et authentique révolutionnaire que pour mieux se faire passer pour marxiste, à l'image des partis stalinien qui ont sali et utilisé le nom de Lénine pour mieux écraser des millions de prolétaires pendant des décennies.

Tous ces gens là ont en commun, quelles que soient leurs rivalités et leurs querelles de chapelle d'appartenir au même camp, celui de l'ordre bourgeois, de se retrouver main dans la main contre la classe ouvrière et ses organisations.

B

(1) "Il est à noter que la campagne de LO pour ce 2e tour, et en particulier sa campagne d'affiches, a été plus importante, en dehors de celle menée par le PS, que celle menée par le PC, par le PSU ou par toute autre organisation appelant à voter Mitterrand." Ce n'est pas nous qui le disons, mais bel et bien LO qui se glorifiait ainsi de son action dans son numéro du 9 mai 1981.

CORSE

Le vrai visage de l'Etat bourgeois

L'incendie de la paillote "Chez Francis" par des "super-gendarmes" dans le golfe d'Ajaccio et les "dommages collatéraux" qui ont suivi la mise en évidence de l'implication des plus hautes autorités de l'Etat en Corse, allant jusqu'à la mise en prison du "super-préfet" Bonnet, revêtent pour la bourgeoisie française une gravité certaine. Qu'un préfet de la République se retrouve à la prison de la Santé et que le gouvernement se voit obligé de démanteler le GPS, structure militaire de répression créée un an auparavant, cela fait pour le moins désordre et vient entacher l'image de probité et d'honnêteté du gouvernement Jospin que lui-même et les médias à son service voulaient donner de lui. Et même si le terrorisme et les actions violentes d'Etat sont pratique courante, ce qui l'est déjà moins, c'est que l'Etat se fasse prendre la main dans le sac.

Cet incendie de paillote "illégal" n'est en effet qu'un révélateur des moeurs de gangsters inhérents à la classe dominante d'une société capitaliste basée sur la concurrence (police contre gendarmerie, règlements de compte entre gauche et droite, entre bandes mafieuses, entre fractions nationalistes corses, etc.). C'est à des luttes sauvages de cliques que se livrent l'Etat et certaines fractions de la bourgeoisie (comme les nationalistes corses) étant entendu que dans cette lutte à mort le premier peut employer toutes ses ressources de répression (ses flics, son armée, ses RG, ses barbouzes...) contre les forces terroristes illégales des seconds, dans le respect de "la légalité républicaine"... ou en dehors !

Même si le zèle et la célérité du gouvernement pour inculper le préfet Bonnet puis l'arrestation on ne peut plus opportune des nationalistes corses tenus pour responsables de l'assassinat du préfet Erignac parviennent en partie à effacer l'impression de balourdise que dégage irrésistiblement la bourgeoisie française, cet incendie de paillote a bien été, comme l'ont affirmé certains journalistes, une affaire digne d'une "république bananière". C'est vrai, en ce sens que, dans les pays du Tiers-Monde, la bourgeoisie n'a pas les moyens de mettre en place une démocratie bien huilée comme il est de mise dans les nations industrielles européennes et qu'elle a l'habitude d'utiliser des moyens autoritaires et violents voyants. Dans des pays comme la France, où la défense des valeurs de la démocratie et de la "légalité républicaine" est un alibi idéologique majeur de la bourgeoisie pour imposer sa dictature à la classe ouvrière, on est par contre habitués à plus d'habileté et de "respect du droit" concocté par la bourgeoisie elle-même. Et ce "couac" dans l'image démocratique bourgeoise tombe d'autant plus mal que le gouvernement impliqué est un gouvernement de gauche, de cette gauche soi-disant si généreuse et si morale ; même si, là aussi, ce n'est là qu'un simple rappel de la nature de la gauche et de ses agissements et que cela ne peut que renvoyer qu'à d'autres "affaires" style Rainbow Warrior ou Irlandais de Vincennes des septennats Mitterrand.

La solution pour la Corse, défendue tant à droite qu'à gauche ? Le "retour à l'Etat de droit". C'est-à-dire le retour à la dictature de l'Etat sous couvert démocratique, c'est-à-dire le retour de la vitrine de la démocratie cachant la réalité du capitalisme, de sa violence et de sa barbarie.

HPL

RETRAITES

Encore une offensive anti-ouvrière orchestrée par la gauche !

Avec l'attaque d'une gravité sans précédent qu'il prépare sur les retraites, le gouvernement Jospin nous a refait le même coup que dernièrement avec le rapport sur le service public pour y mettre en place les 35 heures :

- installation d'une "mission" en octobre 1998, dont le travail a été présenté au premier ministre en avril dernier ;

- puis deuxième étape, qu'on pourrait appeler le préchauffage du four médiatique sur "le dossier explosif" des retraites, avec des visions apocalyptiques à l'horizon des années 20-30 du siècle prochain sur le thème "Qui va payer ?". On nous a donc répété que le système actuel des retraites est ingérable, que c'est une bombe et qu'en 2015 il faudrait, rien que pour la retraite des fonctionnaires, 170,3 milliards de francs par an. En gestionnaire pragmatique du capitalisme, il nous a annoncé clairement la "bonne" solution, c'est-à-dire l'allongement de la retraite à 42 ans et demi ;

- enfin troisième acte, le gouvernement de la gauche plurielle fait semblant de prendre ses distances avec le rapport de ladite mission qu'il a lui-même mis en place, de façon à se dédouaner de l'attaque en marche,

comme pour les 35 heures, et qui est en fait déjà parfaitement ficelée.

Allongement de l'âge de la retraite : une attaque sans précédent contre toute la classe ouvrière

En l'occurrence, la gauche ne fait pas que poursuivre consciencieusement l'oeuvre mise en place par Juppé, qui avait fait passer le nombre des années de travail dans le secteur privé de 37,5 à 40, en attendant de la développer partout. En prétendant attaquer les "privilèges" de certaines catégories, en particulier du secteur public, culpabilisées à fond et montrées du doigt à toute la classe ouvrière, elle élargit et approfondit bien mieux que la droite l'attaque commencée.

Déjà, en fait, la fameuse retraite à 60 ans, prétendue réforme sociale de l'ère Mitterrand d'après 1981, n'a jamais été une réalité. En effet, face à la crise et aux licenciements massifs, la bourgeoisie a utilisé les mises en préretraite systématiques comme un moyen de déguiser le chômage, prétendant faussement que ces préretraites devaient permettre l'embauche de jeunes. La

seule chose à laquelle ce système a servi, c'est à payer des revenus plus faibles à des millions de prolétaires, en attendant une retraite à taux "plein" qui était dans les faits drastiquement réduite en conséquence justement... de ces années de préretraite.

Pour les prolétaires concernés dès à présent par le recul de l'âge de la retraite, cela représente une attaque à multiples tranchants et une mystification du pire acabit. En premier lieu, il sera déjà difficile, même en travaillant dans toute sa vie 42 ans et demi, ce qui est "l'avantage" d'un nombre de plus en plus restreint de prolétaires, de réunir les annuités nécessaires, à cause de la généralisation du travail à temps partiel, de pouvoir atteindre le nombre d'années de travail permettant de bénéficier d'une retraite à taux plein.

Et, alors que les retraites sont déjà frappées par la non indexation permanente sur l'inflation réelle, elles vont être à présent calculées sur des moyennes basées sur un plus grand nombre d'années, avec des pertes qui pourront atteindre 20% par rapport aux pensions actuelles. Enfin, cet allongement signifie une attaque encore plus généralisée

(SUITE PAGE 6)

GREVE A LA SNCF

Contre le sabotage syndical, prenons nos luttes en mains !

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)
des plus bidon. Le ministre "communiste" Gayssot avance fièrement le chiffre de 23 500 à 25 000 embauches dans les trois ans. Sauf qu'il faut en déduire près de 20 000 départs dans la même période et 3000 régularisations d'emplois précaires. Au final, cela fait à peine une embauche nette par établissement ! Et c'est ce chiffre là qui compte. Lors des grèves des transports du mois d'octobre dernier, l'exigence sur les emplois était au centre de la colère, malgré les tentatives de la bourgeoisie de faire de ces grèves un problème strictement sécuritaire (voir RI n°284, novembre 1998). A la SNCF, où plus de 81 000 emplois ont été supprimés en 13 ans, le ministre et la direction de la SNCF avaient "promis" que la revendication des emplois serait prise en compte dans le cadre de l'accord des 35 heures. Nous y sommes, et on voit le résultat ! Voilà pourquoi la colère a explosé à nouveau à la SNCF.

Le partage du travail syndical pour saboter la lutte

Dans la mise en place de cette attaque, le gouvernement de la "gauche plurielle" a bénéficié de la complicité ouverte des grandes centrales syndicales CGT et CFDT. Dès le 15 avril, la

CGT a lancé une vaste campagne au sein de la SNCF pour vanter les vertus du projet d'accord qu'elle venait de concocter dans le dos des cheminots. Cela n'était que dans la parfaite continuité d'autres accords sur les 35 heures que la CGT a signé et fait passer, aux côtés d'autres syndicats, dans d'autres secteurs, comme le textile et dont elle regrette qu'ils ne soient pas assez nombreux ! Et lorsque la grève a éclaté, les déclarations des deux syndicats contre les grévistes ont été encore plus virulentes que celles de la direction. "Il est inadmissible que 2,5% de grévistes prennent en otage la SNCF au risque de mettre en péril l'entreprise", clamait ainsi le responsable de la CFDT-Cheminots à la télévision, pendant que la CGT faisait campagne sur le thème du caractère "catégoriel et minoritaire de la grève".

Au départ, c'est donc le seul syndicat FGAAC (syndicat autonome des conducteurs) qui a soutenu officiellement la grève, en lançant un appel pour ses affiliés conducteurs. Dans le partage du travail entre syndicats, le rôle spécifique de la FGAAC fut de présenter la grève comme liée aux "intérêts spécifiques" des conducteurs, qui seraient, selon les représentants de la FGAAC,

les "laissés pour compte" d'un accord prétendument favorable aux autres catégories du personnel de la SNCF. C'était déjà un mensonge énorme. En fait, cet appel à la grève de la part d'un syndicat particulièrement minoritaire et affichant le corporatisme des roulants, était d'entrée le meilleur moyen pour tenter d'isoler les cheminots grévistes et de les enfermer dans une lutte minoritaire. Ceci a évidemment permis d'autant plus facilement aux autres syndicats de s'opposer à la grève en prenant justement prétexte du corporatisme de la FGAAC.

Seulement, voilà, la manoeuvre n'a pas tout à fait réussi. Comme dit Libération du 29 avril "le mouvement semble rassembler plus de monde que prévu" (par les responsables de la FGAAC eux-mêmes). Le 30, la grève était suivie par 26% des 18 000 agents de conduite contre 19% la veille. Plus encore, au lieu de se cantonner aux seuls roulants, la mobilisation a rapidement commencé à toucher d'autres cheminots, notamment à Sotteville (voir encadré ci-dessous) mais aussi dans d'autres établissements comme Marseille.

L'échec du partage du travail entre la FGAAC et les autres syndicats va obliger ces derniers à changer de stratégie. En de nombreux endroits, les délégués

et sections locales CGT sont obligés de courir après les grévistes et de se rallier au mouvement tout en le freinant des quatre fers, au nom des "bonnes qualités de l'accord". Embarrassé, Thibaut déclare, lors de la manifestation du 1er mai (où il parade à côté de Notat, sous une banderole réclamant... les 35 heures) : "Je n'ai pas à approuver ou à désapprouver un tel mouvement (...) il se trouve que des personnels expriment des points de vue différents par rapport à d'autres catégories", poursuivant la campagne cherchant à présenter les revendications des grévistes comme opposées à celles de la majorité des cheminots (alors qu'elles ne sont opposées ... qu'aux intérêts défendus par la CGT !).

Le 3 mai, Sud-Rail et FO, syndicats également minoritaires, lancent à leur tour un appel officiel à la grève, intercatégoriel celui-ci. Il faut dire que l'extension à d'autres catégories de cheminots avait déjà commencé sans les attendre. La mobilisation continue de s'élargir.

C'est le 4 mai que la CGT lance à son tour un préavis de grève... pour la semaine suivante ! Le but est clair : il s'agit de donner un coup d'arrêt au mouvement d'extension. Et la manoeuvre réussit : en de nombreux endroits, les

sections locales CGT se jettent sur ce prétexte pour faire reprendre le travail, en faisant valoir que l'appel de la CGT est plus "unitaire" et plus "majoritaire" que le mouvement en cours.

Faire grève en tant que catégorie particulière ou la rejeter au nom de "l'unité", voilà le faux choix que, en se partageant le travail, les syndicats ont proposé aux ouvriers de la SNCF.

Mais le partage des rôles au sein des syndicats s'est aussi organisé entre "base" et "sommets" des grandes centrales, et notamment de la CGT. Car, contrairement à ce que prétendent les syndicalistes "radicaux" de "Lutte Ouvrière", ce n'est pas "grâce" aux appels locaux de la CGT à la grève que le mouvement s'est élargi dans plusieurs dépôts. C'est, au contraire, parce que la pression ouvrière était forte dans ces dépôts que la CGT y a tenu, localement, un langage plus radical et favorable à la grève que la direction nationale. La "base" syndicale ne s'est chargée de coller au mouvement que pour mieux le freiner de l'intérieur, et empêcher les grévistes de prendre réellement en mains dans leurs assemblées générales l'extension et le développement de la lutte. Au lieu de cela, la politique de la CGT "à la base" a consisté surtout, tout au long de la grève, à faire campagne pour que le mouvement "fassé pression" sur les directions afin qu'elles en organisent l'élargissement !

APPEL D'UN COMITE DE LUTTE A ROUEN

TIRONS LES LEÇONS !

Nous publions ci-dessous le tract produit par un petit groupe d'ouvriers dont certains travaillent au dépôt SNCF de Sotteville-lès-Rouen et qui se sont trouvés impliqués dans les récentes ripostes contre la signature d'accords sur les trente cinq heures. Il illustre parfaitement, dans le concret, les tactiques de sabotage des luttes par les syndicats, qu'ils soient majoritaires ou minoritaires, qu'il s'agisse des directions collaborant ouvertement avec l'Etat et les patrons, ou de la base syndicale, radicale en paroles mais tout aussi

antiouvrière, généralement constituée de membres des organisations gauchistes.

Ce tract se termine par un appel, que nous soutenons, au regroupement des ouvriers désireux de discuter de cette nouvelle expérience, afin d'en tirer les leçons et pour être à même d'intervenir activement dans les prochaines luttes en favorisant leur prise en charge par les Assemblées Générales et leur extension.

Les tentatives de la direction de la SNCF de nous faire avaler la loi Aubry sur les 35 heures se sont heurtées à une forte mobilisation des cheminots pour rejeter l'accord que s'apprêtaient à signer dans notre dos la CGT et la CFDT. Le mouvement gréviste a pris très vite de plus en plus d'ampleur, et ce pas seulement à Sotteville, mais dans de plus en plus de dépôts en France.

Mais aujourd'hui, après dix jours, c'est l'effritement et le déboussolement.

Il faut en tirer les leçons et notamment celle du rôle réel que jouent les syndicats.

La CGT, qui était en train de signer l'accord, a tout fait, depuis le début, pour étouffer le mouvement et l'empêcher de se développer. Elle a dénoncé la grève sous le prétexte qu'elle était officiellement appelée par la FGAAC et en se servant de la réputation corporatiste et de "diviseur" de ce syndicat. Comme si c'était la FGAAC qui faisait grève et pas les cheminots en colère ! Lors de l'AG du 30/4 à l'atelier des Quatre Mares, elle a ouvertement saboté le vote majoritaire en faveur de la

grève, sous prétexte que le nombre de participants à l'AG (un peu plus de 350) n'était pas représentatif de l'ensemble des 800 salariés de l'établissement. Voilà comment on empêche tout début d'extension du mouvement des conducteurs vers le personnel non roulant !

De son côté, la FGAAC faisait évidemment tout ce qu'elle pouvait pour enfermer la grève dans des revendications catégorielles, pour en faire une affaire spécifique des conducteurs.

Quant à SUD-Rail, qui s'est mis à soutenir officiellement la grève à partir du 4 mai, ce n'a été que pour encourager, lui aussi, l'isolement corporatiste. La politique des uns et des autres a été de saboter toute AG unitaire et de favoriser la séparation entre les agents de conduite et les autres. A l'AG des conducteurs du 4 mai, alors qu'il y avait une forte délégation des Quatre Mares, ce qui faisait plus de 400 personnes qui voulaient participer, les délégués syndicaux ont organisé l'assemblée dans une petite salle où seulement 200 personnes ont pu s'entasser. Cette politique des AG "chacun dans

son coin", c'est la meilleure façon de saboter la solidarité et d'organiser l'éparpillement des forces.

Lorsque des propositions concrètes ont été faites pour briser l'isolement des cheminots, pour lutter contre les campagnes mensongères qui sont diffusées à l'encontre des grévistes, pour en appeler par tract aux travailleurs d'autres secteurs et pour sortir de l'enfermement en appelant à des manifestations, quelle a été la politique des délégués syndicaux ? Ils ont répondu "Restons cheminots" et se sont arrangés pour que ces propositions ne soient même pas mises au vote ! Et, lorsqu'on insiste pour qu'elles soient votées, ils s'empressent de mettre fin à l'AG !

Maintenant, c'est la CGT à son tour qui, après avoir dénoncé la grève depuis le début, se met à rattraper le train en marche avec son préavis de grève "unitaire" pour le 10 mai. Le résultat, c'est que cela a servi de prétexte à briser la dynamique d'extension et empêcher d'autres services de se joindre au mouvement pendant qu'il était mont-

C'est de l'enterrement de première classe !

Dans ces conditions, peut-on continuer à croire qu'on peut se battre efficacement en attendant que ce soit les syndicats qui organisent le mouvement, son développement et son élargissement ?

Peut-on continuer à croire, comme le prétendent certains, que c'est juste une question de "directions pourries", lorsque sur le terrain, "à la base", ce sont les délégués qui sabotent ?

Peut-on continuer à laisser les AG servir de ring d'affrontement entre chapelles syndicales qui "s'engueulent" et se traitent les uns les autres de "diviseurs" ? Alors que cela ressemble fort à un partage du travail entre eux... contre les grévistes ! Et que, pendant ce temps là, on empêche l'AG de se prendre en charge et de discuter des vrais moyens de renforcer la lutte !

Rappelons-nous 1971, 75, 83 et 86. Ce n'est pas la première fois que les syndicats sabotent !

Cette nouvelle expérience doit servir de leçon pour les luttes à venir...

Des ouvriers en lutte (Mai 99)

Quelles leçons ?

La vérité, c'est que le ralliement des syndicats à une grève ouvrière qui tend à leur échapper ne vient jamais enforcer la lutte, il vient toujours pour la saboter, pour l'étouffer. Les syndicats ne sont, en vérité, prêts à lancer de grands mouvements que lorsqu'ils sont certains d'en garder le contrôle d'un bout à l'autre et de le conduire effectivement à l'impuissance. C'est exactement ce qu'ils avaient fait en décembre 95.

Le sabotage syndical a réussi à conduire la grève de la SNCF à la défaite. Mais il est des défaites qui sont riches de promesses pour l'avenir. Et la leçon essentielle de la grève qui vient d'avoir lieu à la SNCF, c'est que les ouvriers ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

Il leur faut prendre en mains leurs luttes, dans les assemblées générales, en dehors et contre les syndicats.

Contre la propagande corporatiste des syndicats qui cherchent toujours à enfermer leur lutte dans des revendications spécifiques et qui divisent, ils doivent mettre au contraire en avant les revendications qui unifient, celles dans lesquelles peuvent se reconnaître les autres fractions de la classe ouvrière.

Il leur faut, non pas attendre des syndicats qu'ils organisent son extension ou sa "popularisation", mais au contraire, prendre en charge, par des délégations massives en direction des autres travailleurs, l'élargissement de leur combat.

Et cet élargissement, ce n'est pas dans la corporation ou le secteur qu'il faut d'abord le chercher, mais en direction des ouvriers de la région, au-delà de toutes les séparations sectorielles, en envoyant des délégations dans les entreprises du voisinage.

PE (27 mai)

ELECTIONS EUROPEENNES

Les ouvriers n'ont rien à attendre du cirque électoral

En pleine guerre impérialiste et face à une montée certaine de la combativité ouvrière, la bourgeoisie ne pouvait rêver mieux que les élections européennes du 13 juin pour mettre ses "artistes" sur le devant de la scène, avec un cortège inépuisable de mensonges, d'illusions et de magouilles politiciennes.

Il n'y a encore une fois aucune raison de se passionner pour ces élections plus que pour d'autres. Comme pour toute élection et quel que soit l'enjeu, il n'y aura qu'un gagnant : la bourgeoisie. L'expérience est déjà faite depuis longtemps par les prolétaires : un résultat d'élection n'a jamais modifié positivement leurs conditions de vie.

C'est pourquoi aujourd'hui encore les révolutionnaires appellent les ouvriers à refuser toute participation électorale, au nom de la défense de leurs intérêts immédiats et historiques. Ce n'est qu'en développant leur lutte contre la misère, dans les usines, dans les grèves et manifestations qu'ils peuvent réellement exprimer leur colère. Si ces élections peuvent paraître d'une faible importance par rapport à des législatives ou des présidentielles, le nombre impor-

tant de listes en tout genre peut laisser croire à une véritable tribune démocratique. Aussi, l'attitude des révolutionnaires doit rester ferme en dénonçant les "consultations démocratiques". Cette attitude de rejet des élections découle du fait que depuis le début du siècle, contrairement au XIXe siècle, les ouvriers n'ont plus aucune possibilité d'utiliser le parlement pour défendre leurs intérêts.

Tout au long de la période ascendante du capitalisme, la lutte ouvrière contre l'exploitation et l'oppression de la bourgeoisie passait nécessairement par une lutte pour des réformes, par d'après batailles revendicatives pour conquérir et arracher des améliorations possibles, réelles et durables des conditions de travail et d'existence des ouvriers sur le terrain économique et politique. À cette époque, le parlement pouvait être utilisé comme une tribune grâce à laquelle la classe ouvrière pouvait faire entendre sa voix, développer son combat contre un capitalisme encore florissant. De ce fait, tout en combattant les illusions sur la possibilité de parvenir au socialisme par des voies démocratiques, pacifiques, réformistes, les révolutionnaires étaient partie prenante du combat pour l'obtention du suffrage universel. Ils appelaient les ouvriers dans certaines circonstances à participer aux élections et au parlement bourgeois pour favoriser l'obtention de telles réformes en jouant sur les oppositions entre fractions progressistes et réactionnaires de la classe dominante qui s'affrontaient.

À la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle par contre, le capitalisme ayant désormais étendu sa domination à l'ensemble de la planète, il ne peut plus être un système progressiste. Il ne peut plus parvenir à surmonter les contradictions économiques qui l'assaillent,

il ne peut plus résoudre ses crises cycliques de surproduction car il se heurte aux limites d'un marché mondial de plus en plus saturé. Tous les rapports sociaux de production, propriété privée, salariat, nation, qui avaient constitué le cadre à partir duquel le capitalisme a pu se généraliser à toute la planète et qui avaient permis un formidable développement des forces productives, se transforment en autant d'entraves à ce développement.

Le capitalisme entre alors définitivement dans une crise historique permanente. Il ne peut désormais survivre qu'à travers un cycle infernal de crise, guerre, reconstruction, nouvelle crise plus aiguë, entraînant avec lui l'ensemble de l'humanité dans une barbarie et une misère toujours plus grandes.

Ces contradictions insurmontables qui assaillent le système depuis le début du siècle acquièrent de par leur intensité, leur durée, leur généralisation à tous les pays, une dimension qualitative nouvelle. Elles placent la classe ouvrière devant la nécessité et la possibilité d'oeuvrer directement au renversement du capitalisme.

Désormais, la survie du capitalisme, compte tenu de l'âpreté de la concurrence entre les différentes fractions nationales de la bourgeoisie qui se disputent les débouchés de plus en plus rares sur le marché mondial, implique une intensification de l'exploitation et des attaques contre toutes les conditions de vie ouvrière. Désormais, il est hors de question pour la bourgeoisie d'accorder dans quelque domaine que ce soit, économique et politique, des réformes réelles et durables à la classe ouvrière. C'est l'inverse qu'elle lui impose : toujours plus de sacrifices, de misère, d'exploitation et de barbarie. Dans ces conditions, il n'est plus possible pour le prolétariat de se défendre sur le terrain des institutions bourgeoises. Sa seule tâche est d'affirmer sa

propre perspective révolutionnaire en détruisant le système capitaliste.

Pour y parvenir, il doit rejeter toutes les méthodes de lutte passées devenues désormais caduques : la lutte dans les syndicats et sur le terrain électoral. Ces moyens qui lui avaient permis de s'affirmer et de se constituer en classe sont devenus des armes de la bourgeoisie, des forces de mystification qui ne servent qu'à désarmer les ouvriers, à les détourner du terrain réel de leur lutte contre le capital.

Aujourd'hui, la classe ouvrière n'a pas le choix : ou bien elle se laisse entraîner sur le terrain électoral, sur le terrain de l'Etat bourgeois qui organise son ex-

ploitation et son oppression, terrain où elle ne peut être qu'atomisée, donc sans force pour résister aux attaques du capitalisme en crise ; ou alors, elle développe ses luttes de façon solidaire et unie, pour défendre collectivement ses conditions de vie. Ce n'est que par la lutte qu'elle pourra développer sa force de classe, s'unifier et s'organiser en dehors des institutions bourgeoises pour mener le combat en vue du renversement du capitalisme. Ce n'est que de cette façon qu'elle pourra, dans le futur, édifier une nouvelle société débarrassée de l'exploitation, de la misère et des guerres.

H.

FETE DE "LUTTE OUVRIERE"

(SUITE DE LA PAGE 2)

Evidemment, comme il était difficile de faire complètement l'impasse sur la question, LO s'en était tirée, le samedi après-midi, par un "débat public" avec sa complice de la LCR sur le Kosovo. Dans ce meeting, où le public était invité à écouter et surtout à se taire, on a pu mesurer à quel point la propagande trotskiste n'est pas autre chose qu'une répugnante justification de la guerre et du nationalisme. Car, comme ils l'ont dit eux-mêmes, ces prétendus "révolutionnaires" "se sont mis, en tant que trotskistes, spontanément d'accord" pour ... choisir un camp : celui du nationalisme kosovar. Face à la guerre impérialiste qui ne connaît qu'une seule réponse de classe : l'affirmation que la classe ouvrière n'a pas de patrie, la dénonciation de TOUS les camps en présence et la nécessité de se battre, partout, en tant que classe, contre sa propre bourgeoisie, les deux compères trotskistes n'avaient qu'un mot à la bouche : la défense des "peuples" en général et du "peuple" kosovar en particulier. Mais qu'est-ce que cette revendication de "l'autodétermination du peuple kosovar" sur laquelle LO et LCR sont "tombés spontanément d'accord", sinon l'appel aux prolétaires de cette région à faire cause commune avec leur propre bourgeoisie, c'est-à-dire avec les intérêts de la mafia albanaise et ses bandes armées de l'UCK (lesquelles bandes armées ne peuvent que tomber d'accord avec la propagande de LO qui exige à cor et à cri que "ce ne soit pas des puissances étrangères qui décident à leur place du sort du Kosovo") ?

Il fallait entendre les harangues guerrières de la LCR qui, parfaitement cohérente avec ce penchant "spontané" du trotskisme de soutien au nationalisme, appelait ouvertement à "armer l'UCK". Il fallait entendre son représentant se féliciter de ce que "deux bonnes nouvelles sont arrivées récemment : les désertions dans l'armée serbe d'une part, et les progrès militaires de l'UCK sur le terrain, d'autre part". Si, donc, les trotskistes se félicitent des désertions et des protestations contre la guerre qui voient le jour en Serbie, ce n'est nullement pour saluer ce qui peut représenter une réaction prolétarienne contre la guerre. C'est bel et bien, tels les stratèges de l'OTAN, pour y voir un avantage militaire pour le camp d'en face ! Car, de leur point de vue, les prolétaires kosovars, aujourd'hui enrôlés de gré ou de force dans l'UCK (et bien souvent enlevés de force parmi les colonnes de réfugiés), ne doivent surtout pas suivre l'exemple donné par leurs frères de classe en Serbie, mais,

au contraire, accepter docilement de se faire tuer la peau pour l'intérêt national kosovar !

Un troisième larron est venu confirmer, lui aussi, ce que vaut la politique "spontanée" du trotskisme face à la guerre impérialiste : ce sont les militants de la LTF, qui partout où on a pu les entendre dans la fête, faisaient campagne pour le soutien au camp serbe. Si tous ces gens-là étaient aujourd'hui en Yougoslavie, ils s'entre-tueraient donc, au nom de la "tradition trotskiste" face à la guerre, cette "tradition" qui a déjà fait ses preuves au cours de la Seconde Guerre mondiale. C'est à cette époque, en effet, que le courant trotskiste, a trahi l'internationalisme prolétarien, en prenant fait et cause pour le camp des "alliés" contre celui des puissances de l'axe, au nom de la défense de l'URSS. Ce faisant, ils emboîtaient le pas à leurs prédécesseurs dans la trahison du prolétariat : la social-démocratie en 1914 et les partis "communistes" dans les années 30.

LO n'a pas pu faire taire la voix des internationalistes

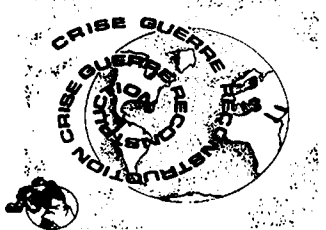
Malgré les efforts de LO pour mettre la question sous le boisseau et éviter d'avoir à s'expliquer, elle n'a pu empêcher la voix des internationalistes de se faire entendre du plus fort qu'ils ont pu. C'est ainsi que malgré l'interdiction du CCI de tenir un stand et d'organiser des forums (voir encadré page 2), nos militants sont intervenus, partout où ils ont pu, pour dénoncer la propagande bourgeoise de LO et pour rappeler haut et fort les principes internationalistes du prolétariat, inscrits dans la tradition du Manifeste communiste, des bolchéviks et des spartakistes pendant la Première Guerre mondiale et de la Gauche communiste pendant la Seconde. C'est ainsi, également, que les autres groupes présents qui se réclament, comme nous, de la Gauche communiste (1), ont tenu des forums, dans lesquels la véritable attitude de classe face à la guerre a pu être développée contre les mensonges de la propagande bourgeoise à laquelle participe sans équivoque les groupes trotskistes. La ligne de démarcation entre les groupes fidèles à l'internationalisme et ceux qui l'ont trahi, entre le camp du prolétariat et celui de la bourgeoisie, ne pouvait être plus clairement tracée.

PE

(1) Il s'agit en l'occurrence du BIPR, du PCI ("Le Prolétaire") et du PCI ("Programma Comunista"/ "Cahiers Internationalistes"). Voir article page 8.

Lisez notre brochure :

LA DECADENCE DU CAPITALISME



courant communiste international
revue de la gauche 7, rue de la République 75001 Paris

ATTENTATS EN GRANDE-BRETAGNE ET EN ITALIE

L'Etat démocratique renforce son arsenal répressif

Courant avril, trois attentats à la bombe à clous ont semé la mort et la terreur dans les quartiers de Brixton, Brick Lane et Soho à Londres, tuant trois personnes et en blessant 110. Un mois plus tard en Italie, l'assassinat par de prétendus membres de Brigades Rouges renaissantes d'un haut fonctionnaire de l'Etat venait relancer la question du terrorisme. Ces deux événements n'ont pas de lien entre eux, mais il est nécessaire que les révolutionnaires les dénoncent avec la plus grande force comme des expressions typiques de la décadence et de la décomposition capitalistes porteuses d'une violence aveugle et sans limite, comme du désespoir stérile qui frappe les individus atomisés.

Et ces actes sont d'autant plus à condamner que, mis à part leur inutilité et leur atrocité, l'Etat bourgeois sait les utiliser à fond pour justifier le renforcement de son système de répression tous azimuts et pour tenter d'appeler la population à l'union sacrée derrière l'Etat démocratique, propagande d'autant plus utile dans le contexte actuel où ces mêmes Etats démocratiques déchaînent la guerre dans les Balkans.

En Grande-Bretagne, le gouvernement a immédiatement appelé à la réorganisation des services de sécurité. Ces attentats, en vérité, tombaient pour ainsi dire à pic. Les explosions sanglantes récentes de Londres, le meurtre du fonctionnaire italien, qu'ils soient le fait d'individus détraqués, d'éléments émanant de groupes néo-fascistes ou néo-brigadistes ou encore manipulés par des officines spécialisées étatiques (comme on l'a vu dans les années 70 concernant les Brigades Rouges en Italie), peu nous importe. Ce qui est sûr, c'est qu'elles ont servi à intimider, effrayer la population afin de renforcer l'action répressive de l'Etat. En effet, en Grande-Bretagne, ils surviennent alors qu'un récent rapport officiel, le Rapport McPhearson, condamnant le "racisme institutionnel", venait de faire grand bruit ("débat" démocratique oblige !) et qui entre autres, recommande aux instances étatiques de promouvoir plus de "confiance dans le maintien de l'ordre parmi les communautés des minorités ethniques". En clair, plus d'effectifs de police dans les quartiers ouvriers tel, comme par hasard, celui de Brixton, déjà touché en 1985 par des révoltes sociales contre la

misère, et ce, sous le prétexte de "l'antiracisme" ! Ces mesures répressives ne se résument pas à l'accroissement des forces de police mais utilisent les technologies les plus avancées de surveillance. Afin de "prévenir" tout "débordement", la Grande-Bretagne détient un des records mondiaux des réseaux de vidéo-surveillance urbaine : 85% des villes du pays sont ainsi scrutées partout en permanence et leur extension est programmée à l'ensemble du pays jusque dans les bus, les résidences collectives, les gares et même les plages ! L'arrestation, grâce à ces caméras-vidéo, du terroriste présumé est venue justifier on ne peut mieux leur existence. De même, en France, on apprend que c'est grâce à la technologie de détection sur les téléphones portables que les assassins du préfet Erignac ont pu être identifiés et arrêtés. Tout un chacun est ainsi averti : l'Etat a les moyens de surveiller les allées et venues de la population.

Big Brother est de moins en moins une fiction dans nos démocraties tant vantées ! L'Etat veut être partout, omniprésent, omnipotent, contre la classe ouvrière, ses luttes et ses révolutionnaires.

SB

Tous les Etats sont impérialistes, tous les impérialismes sont des criminels de guerre

La guerre contre la Serbie est, sans conteste, l'événement historique le plus important depuis l'effondrement du bloc de l'Est. Il est en effet le premier conflit impérialiste sur le sol européen avec l'intervention directe des grandes puissances depuis la Seconde Guerre mondiale. L'opération de police impérialiste menée aujourd'hui par l'OTAN derrière le gendarme américain n'apportera aucune paix en Europe. Au contraire, cette guerre a ouvert une boîte de Pandore où les risques d'embrasement généralisé dans les Balkans annoncent de nouveaux bains de sang, de nouveaux exodes massifs de populations.

Nous écrivions le mois dernier que la belle unité de façade de l'opération des "alliés" contre la Serbie était en train de se craqueler. C'est ce qui se concrétise aujourd'hui. Chaque bourgeoisie nationale joue en réalité sa propre carte impérialiste dans les Balkans qui ont toujours été, depuis la fin du siècle dernier, une région stratégique convoitée par les grandes puissances.

Les divergences sur les méthodes pour "régler le problème du Kosovo" révèlent de plus en plus que l'enjeu de cette guerre, ce sont les rivalités impérialistes. La vraie question qui se pose aux

grandes puissances impliquées dans les bombardements sur l'ex-Yugoslavie n'est pas "comment mettre un terme à la guerre au Kosovo ?", mais "qui pourra retirer des bénéfices stratégiques à l'issue de cette guerre ?". Tout dépend du rapport de forces entre tous ces gangsters impérialistes.

Des intérêts impérialistes contradictoires chez les bigs alliés

Les Etats-Unis. Sur le terrain militaire, leur suprématie est écrasante. Ils dirigent les opérations et contrôlent la

situation d'une main de fer. Ils cherchent ainsi à démontrer qu'ils sont les seuls capables de mener cette guerre à travers le déploiement d'une machine de guerre impressionnante. Comme les Etats-Unis ont été la seule puissance capable de mettre en oeuvre et diriger les opérations de bombardements aériens, ils restent les seuls capables de prendre en charge une offensive terrestre. L'engagement terrestre, auquel ils ne souscrivaient au début qu'avec réticence, est devenu par la force des choses leur grand cheval de bataille. D'abord parce que cette perspective s'inscrit dans l'engrenage de leur logique de guerre : la démonstration qu'ils sont les plus forts et qu'aucune autre nation ne peut les concurrencer dans le domaine militaire passe par la nécessité de faire capituler Milosevic sans la moindre concession en adoptant la ligne la plus radicale : l'exigence du retrait pur et simple des troupes serbes du Kosovo. Ensuite, le déploiement de troupes d'occupation au sol est le seul moyen d'im-

poser leur plan de partition du Kosovo car ils ne peuvent faire nulle confiance aux nations européennes qui sont toutes des concurrentes directes. Enfin, ils continuent à bénéficier pour cela d'un dispositif tout trouvé hérité de la période des blocs impérialistes : les troupes de l'OTAN.

La Grande-Bretagne. Elle mène également une politique personnelle qui rejoint actuellement les intérêts de la Maison Blanche. Jusque-là, Londres avait été un précieux allié de la Serbie, notamment au cours de la guerre en Bosnie, mais la "trahison" qu'a représentée sa participation aux bombardements de l'OTAN (au même titre que la France), la privant de relais pour sa politique dans les Balkans, risquait de lui ôter tout moyen d'influence dans cette région. La seule façon de revenir dans le jeu impérialiste était de s'impliquer à fond dans les rangs de l'OTAN. De plus, à travers un ralliement conjoncturel derrière les Etats-Unis, elle pouvait utiliser certains des atouts dont elle dispose pour jouer un rôle de premier plan dans une offensive terrestre. Alors que, concernant les forces aériennes, c'est la France qui dispose de la première place dans l'engagement après les Etats-Unis, dans le déploiement des troupes terrestres, la Grande-Bretagne dispose des troupes non seulement les plus nombreuses en Albanie et en Macédoine (7 500 hommes au total) mais surtout extrêmement efficaces et entraînées qui les rendent capables de jouer un rôle de premier plan.

De plus, les travaillistes assument seuls le pouvoir et n'ont aucune entrave politique pour jouer les va-t-en guerre.

Cette nouvelle stratégie anglaise favorise pleinement les desseins des Etats-Unis qui laissent ce pays jouer le "poisson-pilote" pour afficher sa détermination en faveur de l'intervention terrestre. A contrario, si le message était venu de Washington, cela aurait accru la contestation de la part des autres gouvernements européens à son égard. De plus, ces mêmes gouvernements se seraient trouvés confrontés à la critique de leur "soumission" et de leur passivité face aux Américains de la part de larges fractions de la bourgeoisie nationale.

Mais, à l'inverse, la perspective d'intervention terrestre gêne considérablement les autres principaux alliés qui tentent de la freiner ou de s'y opposer.

L'Allemagne. C'est en particulier le cas de la bourgeoisie allemande, même si, comme on l'a déjà souligné, l'Allemagne est la principale intéressée à faire la guerre à la Serbie, considérée comme "ennemi héréditaire", le verrou serbe étant le principal obstacle aux visées impérialistes de l'Allemagne vers le Moyen-Orient. Il est vrai que cette guerre lui a permis pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale d'intervenir militairement hors de ses frontières, mais l'Allemagne est encore contrainte de s'engager dans une politique impérialiste de "petits pas". Elle ne peut pas aller trop vite dans le conditionnement d'une population encore largement traumatisée par les souvenirs de la Seconde Guerre mondiale, d'autant qu'un engagement terrestre risque de faire voler en éclats la coalition gouvernementale entre le SPD et les Verts et d'affaiblir l'appareil politique de la bourgeoisie allemande.

La France. Bien qu'ayant été naguère un chaud partisan de l'intervention terrestre, sa situation est aujourd'hui comparable à celle de l'Allemagne. Les obstacles politiques au sein du gouvernement ne viennent pas cette fois des Verts (qui avec Cohn-Bendit ou Noël Mamère sont les plus chauds va-t-en guerre) mais du PCF qui se retrouve de plus en plus en porte à faux avec une forte composante traditionnellement pro-serbe et farouchement anti-américaine. Il s'agit pour les intérêts de la bourgeoisie nationale de ménager le gouvernement de "la gauche plurielle", étant donné les circonstances particulières qui la privent de tout autre recours à des fractions de droite dispersées et éclatées.

L'Italie. Une large partie de la bourgeoisie de ce pays est poussée à prendre ses distances avec l'OTAN, essentiellement pour des raisons géostratégiques. En effet, ce pays est exposé en première ligne, de par sa place centrale dans le dispositif de l'OTAN et sa proximité géographique de la zone des combats qui la placent notamment sous la menace d'un afflux incontrôlé d'une masse de réfugiés. Le premier ministre D'Alema a encore récemment réclamé ouvertement un cessez-le-feu, face à des manifestations anti-OTAN d'une ampleur sans précédent (comme le rassemblement de près de 50 000 manifestants entre Pérouse et Assise le 16 mai).

La Russie. Le fait qu'elle ne soit pas engagée sur le terrain l'amène à jouer sa carte impérialiste essentiellement sur le terrain diplomatique. Son atout est qu'elle apparaît comme étant la puissance la plus crédible auprès de la Serbie, vu les alliances traditionnelles qui l'unissent à ce pays et que, contrairement à la France ou à la Grande-Bretagne, elle n'a pas ouvertement trahi.

Où en est le rapport de forces ?

On assiste à une accélération des préparatifs d'une intervention terrestre de l'OTAN sous la houlette du tandem Etats-Unis-Grande-Bretagne. Une telle intervention terrestre incluait de façon nécessaire deux mois au moins de pilonnages aériens intensifs afin de détruire en bonne partie le potentiel militaire serbe.

(SUITE PAGE 6)

Du bon usage des dictateurs

Nous republions ici un article écrit au moment de la guerre du Golfe en 1991. Il suffit de remplacer le nom de Saddam Hussein par celui de Milosevic et Bagdad par Belgrade, pour s'apercevoir que les vieilles recettes de la bourgeoisie pour mystifier le prolétariat n'ont pas changé.

Depuis le début du conflit du Golfe et tout au long de cette effroyable boucherie, toutes les vedettes de la coalition anti-irakienne, Bush en tête, grâce à leurs grands moyens de manipulation médiatique, n'ont cessé de brandir l'épouvantail du dictateur de Bagdad, présenté comme un fou mégalomane dont la seule ambition est de jouer les nouveaux Saladin au détriment de son peuple. C'est que, pour déclencher la sinistre opération "Tempête du Désert", il fallait désigner Saddam comme le méchant afin de présenter cette guerre comme une lutte du "bien" contre le "mal". Que Saddam Hussein soit un monstre sanguinaire de la pire espèce, cela ne fait aucun doute. Mais ce type de propagande, comme toutes celles qui ont accompagné le déroulement de la guerre du Golfe, n'est pas une nouveauté. Pour justifier leurs croisades impérialistes, les gouvernements des pays "démocratiques" ont toujours trouvé un despote bien répugnant qu'ils savaient utiliser comme une feuille de vigne pour recouvrir leurs propres crimes.

Dès la Première Guerre mondiale, c'est au nom de la lutte contre le Kaiser de la monarchie autocratique d'Allemagne que les républiques "démocratiques" de France et de Grande-Bretagne ont mobilisé des millions de prolétaires dans une tuerie qui fera plus de vingt millions de morts. De même, c'est au nom de la lutte contre la barbarie du régime tsariste de Russie allié aux "démocraties" anglaise et française que le gouvernement allemand, soutenu par la social-démocratie, a appelé les ouvriers au massacre.

Vingt ans plus tard, c'est au nom de la défense de la République, c'est-à-dire de l'Etat bourgeois, contre la dictature franquiste que s'est déchaînée la guerre

d'Espagne. C'est ce même Etat "démocratique" de gauche qui, sous la houlette du Front populaire, s'est chargé de massacrer, notamment en mai 37 à Barcelone, des dizaines de milliers d'ouvriers, livrant ainsi le prolétariat, pieds et poings liés, à la répression des troupes de Franco.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, c'est encore au nom de la lutte contre la dictature d'Hitler, de Mussolini et du despote Hiro Hito que le camp démocratique des Alliés, a, de nouveau, amené les prolétaires à l'abattoir. Bilan : 50 millions de morts. Et pour ce faire, ces mêmes chevaliers de la civilisation n'ont eu, à l'époque, aucun scrupule à s'acoquiner, pendant toute la durée de la guerre, à un dictateur, Joseph Staline, que tous encensaient alors comme un homme "respectable" tant qu'il servait leurs intérêts avant de "découvrir", avec la guerre froide, sa véritable nature barbare.

Mais le cynisme et l'hypocrisie des démocraties occidentales ne s'arrêtent pas là. C'est encore en se présentant comme de valeureux défenseurs des peuples opprimés par des régimes dictatoriaux qu'ils jouaient les justiciers sur la scène impérialiste mondiale. C'est à coups de bombes au napalm que les USA prétendaient débarrasser le peuple vietnamien de la dictature implacable d'Ho Chi Minh, tout comme les Alliés avaient glorieusement "libéré" le peuple allemand du nazisme en rasant sous leurs tapis de bombes les quartiers ouvriers de Dresde et de Hambourg à la fin de la Seconde Guerre mondiale, faisant en quelques heures des centaines de milliers de morts.

Démocratie et dictature sont bien les deux faces complémentaires de la barbarie sanguinaire du capital. C'est bien pour cela aussi que les démocraties savent parfaitement se satisfaire des pires dictatures lorsqu'elles leur servent d'homme de mains pour accomplir leurs sales besognes. Ainsi, au début des années 80, lorsqu'Israël, épaulée par la "Force multinationale" (France, Grande-Bretagne, USA), intervenait au Liban contre le dictateur sanglant Hafez El Assad qui se partageait la palme avec le dictateur Khomeiny, le bon, c'était Saddam Hussein. A cette épo-

que, aucun de nos démocrates ne trouvaient à redire sur les méthodes, aujourd'hui qualifiées d' "inacceptables", de ce sinistre personnage, même lorsqu'il utilisait ses gaz contre la population kurde. Mieux encore, ces "méthodes", on les approuvait en lui fournissant de toutes parts des armes à crédit, depuis les Exocet français jusqu'au gaz allemands. On le couvrait d'éloges pour les bons et loyaux services que ses "méthodes", en mettant l'Iran à genou, ont su rendre au bloc américain. Aujourd'hui, c'est le dictateur Hafez El Assad qui, en s'alignant derrière la bannière des USA et de leurs acolytes, est devenu le bon, tandis que Saddam est dénoncé comme la brute. Et pour intervertir aussi facilement les rôles, il fallait surtout que nos belles démocraties d'Europe et d'Amérique oublient pudiquement les exactions passées de leurs petits larbins.

Mais les grands de ce monde civilisé ne se contentent pas seulement d'utiliser les dictateurs pour la défense de leurs propres intérêts. Ces dictatures, ce sont eux-mêmes qui les mettent en place et les entretiennent. N'est-ce pas en effet les USA qui ont installé au pouvoir les dictateurs les plus barbares d'Amérique latine, tels Somoza au Nicaragua ou Pinochet au Chili, quitte à les abandonner ensuite, au nom de la défense de la démocratie, lorsqu'ils ne leur servaient plus ?

Quant à l'Etat "démocratique" français, il n'est pas en reste. C'est exactement avec les mêmes méthodes de requin impérialiste que tous les gouvernements de droite comme de gauche ont soutenu les pires dictateurs du continent africain, de Mobutu à Hissène Habré en passant par Bokassa.

La classe bourgeoise porte en elle tellement d'ignominie qu'il est toujours facile pour n'importe quel dirigeant de justifier les pires bains de sang en débuisquant cette ignominie chez les autres. Dans ce cas, ils disent tous la vérité en se dénonçant mutuellement. Mais cela ne doit pas masquer la crapulerie de tous ces démocrates qui extorquent à tour de bras, la main sur le coeur et les bons sentiments à la bouche.

Lucy

Lisez notre brochure :

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

GUERRE DU GOLFE

* Hier, aujourd'hui, demain
**LE CAPITALISME
C'EST LA GUERRE**
* USA, GRANDE-BRETAGNE,
FRANCE, URSS, IRAK...
**LA BOURGEOISIE,
UNE CLASSE DE GANGSTERS**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

1991, 1518



Réunions publiques du CCI sur la guerre

Immédiatement après le début des bombardements de l'OTAN en Yougoslavie, le CCI a non seulement diffusé un tract international, mais a également organisé des réunions publiques sur le thème "Le capitalisme, c'est la guerre, guerre au capitalisme". Les axes centraux que nous avons développés dans les exposés introductifs étaient les suivants :

- dénonciation de la guerre impérialiste et de la barbarie dans tous les camps belligérants ;
- défense de l'internationalisme prolétarien face à tous ceux qui appellent les prolétaires à soutenir telle ou telle fraction bourgeoise ;
- dénonciation des campagnes humanitaires servant d'alibi idéologique aux bombardements de l'OTAN ;
- dénonciation des partis de gauche au gouvernement qui, en participant à l'opération "Force déterminée" dévoilent leur appartenance au camp du capital ;

- dénonciation du pacifisme comme poison idéologique visant à détourner la classe ouvrière du seul combat qui puisse réellement s'opposer à la guerre : celui de la lutte de classe ;

- réaffirmation de la lutte de classe internationale du prolétariat comme seule force capable de mettre un terme à la barbarie impérialiste en renversant le capitalisme avant qu'il ne détruise l'humanité ;

- nécessité pour les révolutionnaires d'unir au maximum leurs forces pour faire entendre haut et fort la voix internationaliste.

Dans la section du CCI en France, ces réunions publiques ont été très animées.

Les participants ont exprimé partout leur soutien à notre intervention, soulignant l'importance de faire entendre la voix internationaliste au milieu de tout le brouhaha belliciste des médias, des partis de gauche et d'extrême-

gauche, qui tous appellent les prolétaires à soutenir un camp impérialiste contre un autre.

Au-delà des questions portant sur l'analyse des enjeux impérialistes dans la guerre en Yougoslavie, la préoccupation essentielle qui a animé les discussions portait sur le rôle de la classe ouvrière. En particulier, dans toutes nos réunions publiques, un certain nombre de participants ont exprimé leur inquiétude face à l'incapacité du prolétariat des pays centraux à réagir sur son terrain de classe contre les bombardements de l'OTAN. Certains ont même posé la question : la passivité de la classe ouvrière ne remet-elle pas en question l'analyse du CCI sur le cours historique aux affrontements de classe ouvert à la fin des années 60 ?

Nos réponses se sont attachées à réaffirmer notre confiance dans les potentialités historiques de la classe ouvrière, malgré son incapacité de s'opposer aujourd'hui au déchaînement de la barbarie impérialiste, malgré l'impact de la campagne anti-Milosevic déployée autour de l'exode des réfugiés kosovars. Nos interventions n'avaient pas pour objectif de consoler ou de rassurer les participants qui ont exprimé une inquiétude tout à fait légitime, mais de leur permettre de ne pas céder à la panique. Ainsi, l'essentiel de notre argumentation a mis en avant les éléments d'analyse suivants :

- aujourd'hui, dans la guerre qui se déchaîne sur le sol européen, ce sont des troupes de métiers qui participent aux opérations de l'OTAN et non pas

les prolétaires en uniforme comme ce fut le cas en 1914 ou en 1939 ;

- il faut distinguer une situation d'embrigadement massif des prolétaires derrière la défense du drapeau national (comme ce fut le cas en 1914 et 1939) et la passivité résultant d'un sentiment de déboussolement et d'impuissance face aux campagnes humanitaires de la bourgeoisie ;

- l'histoire a montré que le prolétariat ne se mobilise contre la guerre que dans une situation où il est atteint dans sa chair, comme lors de la Première Guerre mondiale, où il a pu transformer la guerre impérialiste en guerre civile en retournant les armes contre sa propre bourgeoisie et en fraternisant sur le front avec ses frères de classe dans l'autre camp ;

- dans les circonstances historiques actuelles, différentes de celles du début du siècle, où le prolétariat n'est pas massivement embrigadé sur les champs de bataille, c'est à partir de l'aggravation de la crise économique et des attaques capitalistes (notamment le développement de la misère et du chômage massif) que le prolétariat peut développer sa lutte de classe contre le système bourgeois responsable des guerres.

En ce sens, l'intervention des révolutionnaires consiste à permettre au prolétariat de faire le lien entre la crise et la guerre. C'est le même système qui d'un côté affame les ouvriers, de l'autre les envoie au massacre. Car à la racine de la guerre se trouve la crise historique du capitalisme qui pousse la bourgeoisie à déchaîner la guerre et à atta-

quer toujours plus les conditions de vie des prolétaires.

Notre analyse n'a pas pour but de justifier et de cautionner la passivité de la classe ouvrière, mais de comprendre quelles sont les conditions objectives qui vont permettre le développement de la lutte et de la conscience de classe.

Malgré son incapacité à s'opposer à la guerre actuelle en Yougoslavie, le prolétariat n'est pas soumis à la logique du capital, comme le révèle le regain de combativité qui s'exprime à travers ses luttes contre les attaques capitalistes. Malgré leurs faiblesses et leur isolement, ces manifestations de la combativité du prolétariat sont un signe annonciateur de la dynamique générale de reprise des combats de classe.

Le prolétariat n'adhère pas massivement aux justifications humanitaires de l'OTAN, même s'il subit la pression de l'intoxication des médias. Comme l'ont exprimé plusieurs intervenants dans nos réunions publiques : *"On nous a fait le coup pendant la guerre du Golfe. C'était soi-disant pour chasser le dictateur Saddam. Saddam est toujours là. On nous a dit que c'était une guerre propre et on a su ensuite qu'il y a eu plusieurs centaines de milliers de morts"*. Ce discrédit des interventions militaires menées sous la houlette des USA, nous avons pu le constater également dans les discussions sur les lieux de travail ou dans les diffusions de nos tracts. Un tel discrédit, lent mais réel au sein de la classe ouvrière, est destiné à se généraliser avec la répétition des guerres "humanitaires" qui ne peuvent que favoriser la prise de conscience du prolétariat.

Tels sont les principaux arguments qui nous ont permis de réaffirmer que l'avenir est toujours entre les mains du prolétariat, malgré ses difficultés et faiblesses présentes.

Devant la gravité de la situation historique actuelle, et face à la désorientation de la classe ouvrière, seule l'unité du camp internationaliste contre l'idéologie belliciste et nationaliste du capital peut servir de phare et de pôle de référence pour la classe ouvrière. Cependant, la principale difficulté de la classe ouvrière aujourd'hui réside dans la dispersion de ses organisations d'avant-garde. Celles-ci ne se sont pas donné les moyens de réagir de façon unie et solidaire, mais ont néanmoins su répondre avec des positions justes en défense de l'internationalisme prolétarien contre la guerre impérialiste.

C'est la raison pour laquelle, dans ses réunions publiques, le CCI a salué et diffusé les tracts des autres groupes du courant de la Gauche communiste (BIPR, Programma Comunista, Le Prolétaire, Il Partito) en mettant en avant la nécessité pour les révolutionnaires d'assumer leurs responsabilités en unifiant leurs forces, non pas pour construire le parti mondial de façon prématurée et sur des bases confusionnistes, mais afin de faire entendre haut et fort LA voix internationaliste.

GUERRE EN YUGOSLAVIE

(SUITE DE LA PAGE 5)

Mais les aspects les plus significatifs de la perspective de l'offensive terrestre est le largage par avion de 30 millions de tracts sur les troupes serbes les appelant à désertir et à quitter le Kosovo, assorti d'une menace de mort certaine pour ceux qui se maintiendraient sous le feu des forces de l'OTAN.

Et c'est surtout le développement d'une vaste campagne idéologique mettant en avant la nécessité de réinstaller la masse de réfugiés au Kosovo, de reconstruire et remettre en route les infrastructures du pays avant l'hiver qui constitue un puissant alibi "humanitaire" à l'intervention terrestre et un conditionnement direct des populations pour faire accepter cette intervention terrestre dans les pays membres de l'OTAN.

Mais de l'autre côté, se dessine une coalition circonstancielle et hétéroclite des autres puissances impérialistes qui multiplient les tentatives pour saboter une telle orientation.

Dans un premier temps, cette contestation s'est cachée derrière la remise en cause de l'efficacité de la stratégie de l'OTAN, les critiques sur les "bavures". Tout cela préparait le terrain à des tentatives de rétablir l'emprise politique de l'ONU, visant à retirer la maîtrise et le contrôle des opérations militaires à l'OTAN, c'est à dire aux seuls Etats-Unis. Ces derniers ont brutalement mis fin à de telles manœuvres avec le bombardement de l'ambassade de Chine qui ne pouvait être ni une "bavure" ni un "dommage collatéral" dans une zone à l'écart des objectifs stratégiques. Ce coup de semonce était tout à fait délibéré de la part des Etats-Unis : pour saper l'autorité de l'ONU, il s'agissait de provoquer le veto d'un membre permanent du Conseil de Sécurité au moment où un projet européen de négociation sur la conduite de la guerre se préparait à entériner un transfert de décisions politiques de l'OTAN vers l'ONU. Madame Albright a d'ailleurs sèchement déclaré ensuite que l'ONU devrait rester à sa place et se cantonner désormais dans des missions purement "humanitaires".

Mais cela n'a pas mis fin aux tentatives de sabotage contre l'action américaine qui se sont poursuivies sur un

autre terrain et dans d'autres cadres, tantôt à l'intérieur du G7, tantôt en associant la Russie dans le cadre du G8, tantôt encore en présentant un plan de négociation italo-germanique, tantôt par des initiatives plus directes avec Moscou ou entre les trois puissances (Russie, France et Allemagne) associées dans une course de vitesse diplomatique dirigée contre les Etats-Unis. C'est la raison du voyage de Chirac à Moscou et de l'attitude de Schröder qui a fait de Bonn la plaque tournante des "efforts" et des entrevues diplomatiques, quitte à tendre la main aux pays les plus proches de la politique de Belgrade comme la Russie. Cela a mis en valeur un resserrement des intérêts communs entre l'Allemagne et la France, les poussant à engager dans le dos des Etats-Unis des négociations avec Milosevic.

La riposte américaine ne s'est pas faite attendre. Car l'inculpation de Milosevic pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité prononcée par le tribunal pénal international de La Haye n'a rien d'innocent. Bien que le TPI soit placé sous l'autorité de l'ONU, cette condamnation n'a pu être commanditée et téléguidée que par la Maison Blanche. Elle permet de court-circuiter les initiatives de la France et de l'Allemagne et de compromettre la poursuite de leurs démarches envers Milosevic, car comme l'a déclaré dans la foulée l'émissaire américaine Madeleine Albright : *"il n'y a pas de négociation possible avec un criminel de guerre"*. Elle est aussi le produit de la volonté de Washington de rappeler à l'ordre les puissances récalcitrantes et de leur imposer jusqu'à son terme l'accomplissement de cet objectif consistant à permettre le retour chez eux des réfugiés du Kosovo, l'alibi humanitaire de l'intervention de l'OTAN qui, s'il n'était pas tenu, discréditerait l'action de toutes les grandes puissances.

Non seulement l'expression des rivalités impérialistes alimente la guerre dans les Balkans mais la voie est libre pour une intervention terrestre qui signifie un enfoncement dans la barbarie guerrière du monde capitaliste.

CB (28 mai)

RETRAITES

(SUITE DE LA PAGE 2)

sur les conditions de vie de l'ensemble de la classe ouvrière : en effet, il est notoire qu'un nombre grandissant de familles, dont la plupart des membres sont au chômage, ne subsistent que grâce aux retraites des plus âgés.

Pour "pallier" tout cela, l'Etat va passer à une généralisation des "fonds de pension", c'est-à-dire que, en plus de la cotisation augmentée pour une retraite de plus en plus maigre, il faudra économiser tous les mois pour pouvoir toucher un pécule supplémentaire bien aléatoire. Ce qui signifie en clair que les ouvriers devront payer en fait deux fois leurs retraites, c'est-à-dire que la part retirée des salaires sera doublée, mais dont une sera "volontaire". Et le battage qui est mené actuellement, et dans lequel les syndicats et les mutuelles sont en pointe, vise justement à culpabiliser ceux qui auront eu "l'imprévoyance" de ne pas consacrer un peu plus de leurs déjà maigres payes à "préparer" leurs retraites, alors qu'ils avaient le "choix".

Les retraites sous la houlette de l'Etat bourgeois : une attaque générale contre les conditions de vie ouvrières

Au siècle dernier, les mutuelles d'entraide, fruits de la lutte ouvrière, s'étaient constituées en solidarité active avec leurs aînés devenus incapables de continuer à subsister par leur propre travail. Ce sont les ouvriers eux-mêmes, à travers leurs syndicats, qui les géraient.

Avec l'entrée du système capitaliste dans sa période de décadence et la nécessité de contrôler tous les aspects de la vie ouvrière, d'exploiter toujours plus, cette gestion est progressivement passée dans les mains de l'Etat, toujours par l'intermédiaire des syndicats devenus ses instruments dans les rangs mêmes du prolétariat. Mais il ne s'agit en rien d'un "cadeau" offert aux ouvriers par la bourgeoisie pour leurs bons et loyaux services. Ce sont de toute façon toujours eux qui paient leur retraite, par l'intermédiaire des multiples prélèvements effectués sur leurs salaires.

Sans rentrer dans le détail, le système actuel de retraites, dit "de répartition", ce sont les générations au travail qui "payent" les pensions des générations à la retraite. Ce système est géré et manipulé par l'Etat, qui l'a changé à sa guise comme on a pu le voir avec le critère "des meilleures années". Dans ce sens, ce système de "répartition" n'est pas plus "socialiste" ou "ouvrier" que les fonds de pension. La seule chose qu'il a pu conserver, c'est une espèce d'écho de la solidarité prolétarienne des époques révolues. Mais aujourd'hui, que ce soit par "répartition" ou par le biais de "fonds de pension", ce sera l'Etat et les institutions financières qui gèreront, dans le sens de leurs intérêts, ce que les ouvriers eux-mêmes auront payé de leur sueur, contre leurs intérêts, et pour pousser leur exploitation jusqu'à l'âge le plus avancé possible, à défaut de pouvoir le faire jusque dans la tombe.

Pto (28 mai)

RI

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F (15,3 E)- ETRANGER : 100 F (15,3 E)- PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la *Revue internationale*) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 110 F (16,8 E)- PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 200 F (30,5 E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 : 400 F (61,1 E).
-*Revue internationale* : abonnement à 2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.
Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 PARIS

LE CCI SUR INTERNET :
www.internationalism.org

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des **réunions publiques** et des **permanences** dans plusieurs villes.
Alors que, dans les **réunions publiques**, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les **permanences**, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques, etc.)

RÉUNIONS PUBLIQUES

**A la guerre des brigands
impérialistes,
opposons
la guerre de classe!**

LYON : le samedi 26 juin à 15h.
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 3 juillet de 15h à 18h. Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie du M° Chartreux.

NANTES : le samedi 26 juin à 15 h.
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS : le samedi 12 juin à 16 h.
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 25 juin à 20 h30.
Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 12 juin à 15 h.
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International

2ème trimestre 1999

Revue Internationale

EDITORIAL
La guerre en Europe :
le capitalisme montre son vrai visage

13^e CONGRES DU CCI
Résolution sur la situation internationale

CRISE ECONOMIQUE
Trente ans de crise ouverte
du capitalisme
II. Les années 80

LE COMMUNISME N'EST PAS UN BEL IDEAL,
IL EST A L'ORDRE DU JOUR DE L'HISTOIRE, VII
1920 : Le programme du KAPD

REVOLUTION ALLEMANDE, IX
La gauche communiste et le conflit
croissant entre l'Etat russe
et les intérêts de la révolution mondiale

QUESTION D'ORGANISATION
Sommes-nous devenus "léninistes" ?

97

3 Euros- 20 FF- 100 FB- 5 FS

La Revue Internationale est maintenant distribuée par les NMPP, n'hésitez pas à la demander à votre libraire.

GRENOBLE

Permanence le samedi 19 juin de 15 h à 18 h, Le Tonneau de Diogène, 6, place St-André.
Vente de la presse le samedi 19 juin de 10h30 à 11h30 à l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le samedi 19 juin à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse le dimanche 6 juin de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Racine ou rue du Marché à l'angle de la rue des Sarrazins.

LYON

Permanence les samedis 26 juin de 18h à 21h et 10 juillet de 15h à 18h, au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi du mois de 17 h à 18 h.

MARSEILLE

Permanence le samedi 5 juin de 18h30 à 21h, au buffet Cafeteria de la gare St Charles et le samedi 3 juillet, de 18h30 à 21h (à la suite de la réunion publique ou RV à partir de 18h15 à la sortie du métro Chartreux).
Vente de la presse les samedis 5 juin et 3 juillet de 11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence les samedis 26 juin à 18h et 3 juillet à 17h à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence les samedis 26 juin et 10 juillet de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.
Vente de la presse au marché d'Alligre (place d'Alligre, Paris 12e, M°Ledru-Rollin), le 2^e dimanche du mois, de 11h45 à 13h.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 6 juin de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence les vendredis 11 juin et 9 juillet à 18 h 30. Rendez-vous brasserie "Saint-Exupéry", avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 6 juin, 20 juin et 11 juillet, de 10h30 à 12h, au marché aux Puces (place St-Semin) et les dimanches 13 juin et 11 juillet de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Jeanne-d'Arc).

TOURS

Permanence le samedi 12 juin à 18h et le samedi 3 juillet à 17h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).
Vente de la presse le deuxième samedi du mois de 10h30 à 11h30, au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Vos contributions sont les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être données lors de nos interventions.

Souscriptions du mois

Paris : Permanence du 24 avril : 14. Permanence du 8 mai : 220. Lille : Permanence du 20 mars : 14. Permanence du 24 avril : 170. Marseille : Permanence du 12 février : 100. Réunion publique du 13 mars : 380. Réunion publique du 10 avril : 270. Permanence du 1^{er} mai : 175. Fête LO du 9 mai : 60. Autres : D (Rouen) : 300. **Total : 1703.**

BROCHURES DU CCI

La décadence du capitalisme
(15 F + frais d'envoi : France 8F /Etranger 18F).

Les syndicats contre la classe ouvrière (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)
Le trotskysme contre la classe ouvrière (30 F + 8 F/18F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F + 8F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe
(25 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition (20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88) (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)
Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

La prétendue "paranoïa" du CCI (tomes I et II) (25 F et 40F + 8 F/18F)

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact - rue Lepneveu

BESANCON : Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le Roi Lire - rue S^c Catherine.

BREST : Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès.

CLERMONT-FD : Le Papyvire - 3, rue de l'Ente. Maison de la Presse - place de Jauze.

DIEPPE : Maison de la Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison de la Presse - 34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le Sphinx - 6, rue Brocherie. L'Encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent.

LAVAL : Point presse Centre Cst La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie- 57, rue de Béthune. Le Comte de Monte-Cristo - C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e). La Proue - 15, rue Childebert (2^e).

MARSEILLE : Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1^{er}).

MARTIGUES : Librairie Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte Ouverte - 19, rue du Gst-de-Gaulle.

MONTAUBAN : Maison de la Presse - rue de la République.

MONTPELLIER : Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur.

NICE : Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine.

ORLEANS : Temps Modernes - rue N-D-de-la-Délivrance.

PARIS : L'Herbe Rouge - 1 bis, rue d'Alésia (14^e). La Brèche - 9, rue de Tunis (20^e). Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5^e).

SAINT-ETIENNE : Librairie de Paris - rue Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès. Voix au Chapitre - 67, rue

Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de Presse - bd Mst-Leclerc.

TOULOUSE : "Tabac-Journaux - 8, rue du Poids-de-l'huile. FNAC - 81, bd Carnot. Les Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104, rue Colbert.

Appel du CCI aux groupes de la Gauche communiste

La guerre impérialiste est une épreuve de vérité pour les organisations qui se réclament de la classe ouvrière. C'est un événement qui tranche quant à l'appartenance à un camp : celui du prolétariat ou celui de la bourgeoisie.

Tous les groupes ou courants qui se situent, quelles que soient leur argumentation, dans un camp impérialiste ou un autre, comme toutes les officines trotskistes, appartiennent au camp de la bourgeoisie.

Par contre se situent dans le camp prolétarien, les organisations qui refusent :

- de prendre partie pour un camp bourgeois ;
- tout soutien à un nationalisme (serbe ou kosovar) car "les prolétaires n'ont pas de patrie !" ;

- toute concession à l'idéologie pacifiste ;

- et qui défendent la perspective du renversement du capitalisme par la lutte de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, c'est cette orientation que toutes les organisations appartenant à la Gauche communiste ont défendue (1).

C'est la raison pour laquelle nous les avons appelées à dépasser l'isolement et à publier notamment une prise de position commune en direction de la classe ouvrière.

Nous espérons que ces différents groupes comprendront la nécessité d'une action commune, notamment quand la situation va s'aggraver.

Le CCI (28 juin 1999)

Première lettre du 29 mars 1999

Le Courant Communiste International aux groupes de la Gauche Communiste

Camarades,

Depuis six jours, la guerre impérialiste se déchaîne en Europe. Sous couvert de "défense des populations albanaises du Kosovo", les principales puissances impérialistes sont en train d'écraser sous les bombes les populations de l'ex-Yougoslavie. Dès à présent, les conséquences de la guerre pour les populations qu'on prétend défendre sont bien pires que ce qu'elles avaient subi jusqu'ici : la "purification ethnique" contre les albanais du Kosovo n'avait jamais été aussi brutale. Et cela, les gouvernements qui ont décidé de déclencher cette guerre le savaient pertinemment bien avant de la commencer : c'est bien la preuve, parmi beaucoup d'autres, de l'hypocrisie de leurs justifications.

(1) Il s'agit des groupes :

- Bureau International pour le Parti Révolutionnaire, CP 1753, 20100 Milano.
- Partito Comunista Internazionale (*II Comunista, Le Proletaire*), 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
- Partito Comunista Internazionale (*Programma Comunista, Cahiers Internationalistes*), IPC - CP 962, 20101 Milano.
- Partito Comunista Internazionale (*II Partito Comunista*) CP 1157, 50100 Florence.

• Évidemment nous, les communistes, les internationalistes, nous ne sommes pas dupes de tous les mensonges déversés par les différents secteurs de la bourgeoisie pour travestir leurs buts de guerre. Nous savons que derrière les croisades humanitaires se cache la défense des intérêts impérialistes des puissances qui mènent ces croisades. Nous savons également que les pays qui aujourd'hui réclament la fin de l'intervention de l'OTAN (tels que la Russie et la Chine) ne sont pas moins impérialistes que les autres et que leur position correspond justement à la défense de leurs propres intérêts impérialistes. Nous savons enfin que les campagnes pacifistes qui commencent à se développer aujourd'hui dans de nombreux pays, notamment sous l'égide des partis staliniciens ou trotskistes, ne correspondent nullement à une politique de défense des intérêts de la classe ouvrière mais sont un moyen de mystifier celle-ci afin de la détourner de son terrain de classe, de sa lutte et de son devoir internationaliste. Comme l'ont démontré on ne peut plus clairement les internationalistes, particulièrement Lénine, avant et au cours de la première guerre mondiale, le pacifisme bourgeois et petit-bourgeois constitue l'auxiliaire indispensable du jusqu'aboutisme chauvin et belliciste pour permettre le dévoiement du prolétariat hors de son terrain de classe et son embrigadement dans la guerre impérialiste.

Aujourd'hui, les groupes de la Gauche communiste sont les seuls à défendre ces positions classiques du mouvement ouvrier. Seuls les groupes qui se rattachent à ce courant, le seul qui n'ait pas trahi au cours de la Seconde Guerre mondiale, peuvent apporter une réponse de classe aux interrogations qui ne manqueront pas de se faire jour au sein de la classe ouvrière. Leur devoir est d'intervenir le plus largement possible au sein de la classe pour y dénoncer les flots de mensonges que déversent tous les secteurs de la bourgeoisie et y défendre les principes internationalistes que nous ont légués l'Internationale communiste et ses Fractions de Gauche. Pour sa part, le CCI a déjà publié un tract dont nous vous envoyons ici une copie. Mais nous pensons que la gravité des enjeux mérite que l'ensemble des groupes qui défendent une position internationaliste publie et diffuse une prise de position commune affirmant les principes de classe prolétarien contre la barbarie guerrière du capitalisme. C'est la première fois depuis plus d'un demi siècle que les principaux brigands impérialistes mènent la guerre en Europe même, c'est-à-dire le théâtre principal des deux guerres mondiales en même temps que la principale concentration prolétarienne du monde. C'est dire la gravité de la situation présente. Elle donne la responsabilité aux communistes d'unir leurs forces afin de faire entendre le plus fort possible la voix des principes internationalistes, afin de donner à l'affirmation de ces principes l'impact le plus grand possible que le permettent nos faibles forces.

Il est clair pour le CCI qu'une telle prise de position serait différente par certains aspects de celle contenue dans le tract que nous avons publié puisque nous savons bien qu'il existe au sein de la Gauche communiste des désaccords sur certains aspects de l'analyse que nous pouvons faire de tel ou tel aspect de la situation mondiale. Cependant nous sommes fermement convaincus que l'ensemble des groupes de la Gauche communiste peut parvenir à un document réaffirmant les principes fondamentaux de l'internationalisme sans édulcorer ces principes. C'est pour cela que nous vous proposons que nos organisations se rencontrent le plus rapide-

ment possible afin d'élaborer un appel commun contre la guerre impérialiste, contre tous les mensonges de la bourgeoisie, contre toutes les campagnes du pacifisme et pour la perspective prolétarienne de renversement du capitalisme.

En faisant cette proposition, nous nous estimons fidèles à la politique menée par les internationalistes, et particulièrement par Lénine, lors des conférences de Zimmerwald et de Kienthal en 1915 et 1916. Une politique qui fut capable de surmonter ou laisser de côté les divergences pouvant subsister entre différents secteurs du mouvement ouvrier européen pour affirmer clairement la perspective prolétarienne face à la guerre impérialiste. Évidemment, nous sommes ouverts à toute autre ini-

tiative que pourrait prendre votre organisation, à toute proposition permettant de faire entendre le point de vue prolétarien face à la barbarie et aux mensonges de la bourgeoisie.

Nous vous demandons de transmettre le plus rapidement possible votre réponse à cette lettre en l'adressant à la boîte postale donnée en en-tête. Pour que cette réponse nous parvienne au plus vite nous vous proposons d'en adresser une copie à la boîte postale de nos sections territoriales les plus proches de votre organisation ou à des militants du CCI que vous pouvez rencontrer.

Nous vous adressons nos salutations communistes.

Le CCI

Deuxième lettre du 14 avril 1999

Aux mêmes organisations excepté au Bureau International pour le Parti Révolutionnaire (ce dernier ayant décliné cette proposition).

Il y a plus de deux semaines, nous vous avons adressé, ainsi qu'à d'autres organisations, une lettre vous proposant une rencontre en vue d'élaborer une prise de position commune face à la guerre impérialiste qui se déchaîne à l'heure actuelle dans l'ex-Yougoslavie. A ce jour, nous avons reçu une seule réponse, celle du BIPR, malheureusement négative. Peut-être votre propre réponse est-elle déjà en cours d'acheminement dans le courrier. En tout cas, si vous ne l'avez pas encore fait, nous vous demandons de nous communiquer le plus vite possible votre décision concernant notre proposition.

Chaque jour qui passe voit la barbarie guerrière ravager un peu plus l'ex-Yougoslavie et se renforcer encore les moyens militaires mis en œuvre. En même temps, devant les images de la tragédie que vivent les populations albanaises du Kosovo, images dont les médias nous abreuvant à haute dose et qu'elles accompagnent des commentaires les plus pernicieux, de plus en plus d'ouvriers se laissent piéger. Les arguments "humanitaires" justifiant les bombardements de l'OTAN et une éventuelle intervention des troupes au sol ont un impact croissant. En même temps,

la rue est occupée par les pacifistes classiques qui essaient de détourner sur un terrain bourgeois le mécontentement de ceux qui ne se laissent pas piéger par la propagande officielle de l'OTAN. Face à tous ces mensonges, la voix des internationalistes doit se faire entendre le plus fort possible.

Tous les groupes auxquels nous avons envoyé notre lettre avaient immédiatement diffusé, comme nous l'avons fait aussi, un tract dénonçant la guerre impérialiste. Dans tous ces tracts, malgré des différences sur certains points d'analyse, sont affirmés les mêmes principes internationalistes qui sont le patrimoine commun des groupes de la Gauche communiste. Des principes qui les opposent radicalement à toutes les autres organisations qui se réclament de la classe ouvrière pour mieux pouvoir la mystifier. Une nouvelle fois, nous voulons affirmer qu'une prise de position commune de ces différents groupes constitue à nos yeux un moyen bien plus puissant que nos différentes publications pour dénoncer aux yeux des prolétaires tous les mensonges bourgeois et leur faire comprendre la responsabilité qui repose sur les épaules du prolétariat face à la boucherie impérialiste.

Dans l'attente de votre réponse, que nous espérons positive, nous vous adressons nos salutations communistes.

Le CCI

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (*l'Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, *l'Internationale Socialiste*, 1884-1914, *l'Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.